



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°553 du 27 novembre au 3 décembre 2025

PRIMATURE
BILAN NUANCÉ

SIAMA 2025
DYNAMIQUE RÉGIONALE

COMPÉTITIONS CAF
DEUXIÈME JOURNÉE



CRISE DE CARBURANT

L'AIDE À BOUT DE SOUFFLE

La pénurie paralyse l'accès humanitaire et fragilise les secteurs vitaux. Les besoins augmentent tandis que les capacités de réponse diminuent.

GRATUIT

Ne peut être vendu

MALI INNOV

CHAQUE JEUDI
19H15

La télé qui vous allume !

ÉDITO

Sogoniko, la porte d'entrée qui interroge

Au cœur de Bamako, l'autogare de Sogoniko accueille chaque jour des milliers de voyageurs venant de différentes régions et pays. Elle figure parmi les premiers espaces urbains empruntés par ceux qui arrivent à Bamako. Toutefois, ce qui retient le plus l'attention c'est que ses caniveaux, ainsi que plusieurs zones de stationnement et d'attente, sont saturés de déchets accumulés à ciel ouvert. Les rapports municipaux sur l'assainissement indiquent que plus de 40% des points critiques d'insalubrité de Bamako se trouvent autour des grands axes de transport, dont les gares routières, où convergent flux humains, marchandises et activités commerciales. Dans plusieurs capitales africaines, les autogares ont bénéficié de programmes de modernisation visant à en faire des espaces ordonnés et accessibles. À Dakar, la gare des Baux Maraîchers, ouverte en 2016, est structurée autour d'un système permanent de collecte et de drainage. Kigali a mis en place un dispositif quotidien de nettoyage et de régulation, soutenu par des normes strictes d'entretien. Abidjan déploie également des projets de restructuration de ses terminaux interurbains afin de fluidifier la mobilité et d'harmoniser l'image urbaine. À Sogoniko, l'on constate à l'œil nu une obstruction régulière des caniveaux, l'insuffisance des rotations de collecte et la stagnation des eaux, qui ralentissent la circulation et compliquent les déplacements. Les voyageurs se retrouvent dans un environnement où les déchets débordent sur les couloirs d'embarquement. À travers ce constat, de nombreuses voix s'élèvent pour rappeler qu'une prise en charge renforcée permettrait de préserver l'image de Bamako et de garantir un fonctionnement conforme à la vocation stratégique de cette autogare. Une situation à traiter sans délai, sous peine de voir ses conditions se dégrader davantage.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

300 milliards

C'est le montant en francs CFA des recettes électroniques enregistrées par le service des Impôts au Mali en 2024.

ILS ONT DIT...

« Sur la base de cet accord, le litige et les procédures au niveau des finances, ainsi que les procédures qui avaient été intentées par le groupe Barrick, vont être éteints. Ensuite, il est important de rappeler que les deux sociétés vont migrer vers le code de 2023, ce qui est une excellente chose pour l'État du Mali, mais aussi pour la société, car nous mettrons tout en œuvre pour que celle-ci puisse exploiter en toute sérénité ». **Amadou Keïta, ministre des Mines**, le 24 novembre 2025.

« Le principe panafricaniste est clair : l'Afrique doit être unie. La question qui se pose désormais est de savoir comment y parvenir et quelle approche adopter. Le monde devient multipolaire, et l'Afrique pourrait se retrouver fragmentée entre les blocs qui se constituent, ce qui représenterait une nouvelle forme de néocolonialisme ». **Ndongo Samba Sylla, économiste sénégalais**, le 26 novembre 2025.

UN JOUR, UNE DATE

Le 1er décembre 1944, au camp militaire de Thiaroye au Sénégal, des tirailleurs africains qui réclamaient le versement de leurs soldes sont tués par les troupes coloniales.

La Malienne **Aïcha Touré**, ancienne Directrice d'Orange Money Mali, devient la nouvelle Directrice d'Orange Sierra Leone. Avec 12 ans d'expérience dans le secteur des télécoms, elle a occupé plusieurs fonctions chez Orange Mali.La Cour de cassation a confirmé ce 26 novembre 2025 la condamnation de **Nicolas Sarkozy** dans l'affaire Bygmalion. L'ancien président français a été reconnu coupable de financement illégal de sa campagne en 2012.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Au moins 36 morts et 279 disparus ont été enregistrés dans un incendie qui s'est produit ce 26 novembre 2025 dans un complexe résidentiel à Hong Kong.

CRISE DU CARBURANT : UN CHOC HUMANITAIRE SILENCIEUX MAIS PROFOND

Alors que le Mali fait face à une crise aiguë d'approvisionnement en carburant depuis plusieurs semaines, les opérations humanitaires se retrouvent entravées à grande échelle. Le manque d'hydrocarbures dans un pays immense, où l'accès aux populations dépend largement de la mobilité terrestre et aérienne, crée un goulot d'étranglement logistique qui menace la continuité d'une aide vitale.

MOHAMED KENOVI

La crise du carburant qui secoue le Mali frappe durement le secteur humanitaire, déjà affaibli par l'insécurité, les restrictions de mouvements et les conditions d'accès difficiles. Le dernier tableau de bord du Bureau de la Coordination des affaires humanitaires (OCHA) révèle qu'en octobre dernier 51 incidents d'accès ont été recensés, soit une hausse de 13% par rapport au mois précédent. Dans ce contexte déjà tendu, la pénurie d'hydrocarbures agit comme un multiplicateur de contraintes, obligeant les organisations à revoir leurs plans de déploiement et à réduire considérablement leurs activités dans des zones où les besoins restent critiques. Les acteurs humanitaires signalent que la situation actuelle survient à un moment où la demande d'assistance n'a cessé de croître depuis le début de l'année, avec plus de 7,1 millions de personnes nécessitant une aide multisectorielle, selon les données des Nations unies pour 2025.

Action humanitaire versus contraintes logistiques Les régions de Ségou, San, Koulikoro, Mopti et Bandiagara figurent parmi les plus affectées. Faute de carburant, les partenaires humanitaires ont dû réduire drastiquement leurs opérations. Les cliniques mobiles, pourtant indispensables pour atteindre les localités enclavées, sont désormais limitées à un rayon de 10 km autour de leurs bases. Ce chiffre, devenu un symbole de la crise, illustre une réalité brutale, à savoir que l'aide n'atteint plus les populations éloignées,

notamment dans les zones marquées par les violences, les déplacements et la dégradation des conditions de vie. Le secteur de la santé n'est pas épargné. Selon une note du Cluster Santé publiée en octobre, les services publics et leurs partenaires subissent de plein fouet les conséquences de la pénurie. Le ralentissement général de la réponse affecte directement les activités sanitaires, avec un risque de non-respect des planifications et d'un recul de l'accès aux soins, surtout dans les zones où la sécurité est déjà compromise. Le cluster estime que 1,83 million de personnes auront besoin d'une assistance sanitaire en 2026, alors que seulement 23% des financements requis ont été mobilisés avant la fin de 2025. Les premiers effets sont déjà perceptibles : absentéisme intense dans les structures, réduction des activités des cliniques mobiles et des postes de santé avancés, baisse des supervisions. Les hôpitaux régionaux, bien qu'équipés de groupes électrogènes, peinent à maintenir une alimentation



Le ralentissement général de la réponse humanitaire affecte directement les activités sanitaires, avec un risque de non-respect des planifications et d'un recul de l'accès aux soins, surtout dans les zones où la sécurité est déjà compromise.

électrique stable. La chaîne du froid, indispensable aux vaccins et produits médicaux sensibles, est fragilisée, augmentant les risques de détérioration des stocks. Plusieurs organisations préviennent également que les ruptures de carburant pourraient perturber les



Dans la région de Gao, remise de dons aux personnes déplacées.

campagnes de vaccination de routine, notamment pour la rougeole et la poliomyélite, dont la couverture est déjà en dessous des seuils recommandés. À moyen terme, la réduction du déploiement sanitaire pourrait entraîner une hausse des complications médicales, une augmentation de la morbidité et un affaiblissement significatif du système de santé. Selon les experts du Cluster Santé, sans amélioration d'ici fin décembre, 257 702 personnes vulnérables risquent de se retrouver sans accès aux soins essentiels, dont 19 001 femmes enceintes et allaitantes et 56 695 enfants de 0 à 5 ans, parmi lesquels 5 670 souffrant de malnutrition aiguë sévère avec complications.

Pression grandissante sur la sécurité alimentaire La crise du carburant exerce également une pression sur la sécurité alimentaire. Le rapport du Cluster Sécurité alimentaire, publié le 18 novembre, décrit un impact multidimensionnel sur l'économie, la production agricole et

la distribution des denrées. La pénurie ralentit les transports, perturbe les chaînes d'approvisionnement et augmente les coûts logistiques. Si les prix des denrées n'ont pas encore explosé, selon l'analyse du Système d'alerte précoce (FEWS NET), les spécialistes évoquent un risque réel d'inflation rapide. Les zones les plus touchées sont des pôles agricoles essentiels. À Bamako, les motos tricycles assurant l'essentiel du transport du Grand Marché vers les détaillants sont souvent immobilisées, provoquant des ruptures ponctuelles de stocks et une baisse de disponibilité de produits frais. Dans plusieurs régions, l'acheminement des fruits, légumes, produits laitiers ou poissons fumés de-

REPÈRES

Septembre 2025 : Début de la pénurie de carburant

Hausse des incidents d'accès humanitaire en octobre : **13%**

Personnes vulnérables sans accès aux soins essentiels si la crise de carburant perdure : **257 702**

Une agriculture fortement bousculée Dans les zones rurales, la pénurie perturbe le calendrier agricole. Le riz est la culture la plus affectée, avec des retards de récoltes, des parcelles qui se dessèchent faute d'irrigation et des pertes post-récoltes provoquées par le manque de carburant pour les moissonneuses, motoculteurs et batteuses. Des filières comme l'échalote à Bandiagara ou le maraîchage dans les zones péri-urbaines sont également touchées. Si les céréales sèches - mil, maïs, sorgho - sont momentanément moins affectées, elles demeurent vulnérables à une crise prolongée. Les difficultés de transport des intrants agricoles ralentissent la préparation des prochaines campagnes. Les unités de transformation font face à une hausse des coûts énergétiques tandis que les capa-

cités de stockage sont fragilisées. Dans certaines zones irriguées, les associations paysannes alertent également sur la baisse de performance des motopompes alimentant les périmètres agricoles, ce qui pourrait compromettre les activités de contre-saison attendues début 2026. À moyen terme, la réduction des superficies cultivées et la baisse des volumes récoltés pourraient entraîner une diminution des stocks, une hausse durable des prix et un appauvrissement accru des petits producteurs. Dans certaines localités, ces dynamiques risquent d'amplifier l'exode rural, notamment chez les jeunes.

Un contexte sécuritaire qui aggrave la crise La pénurie survient alors que le climat sécuritaire continue de se dégrader. En octobre, les incidents liés aux engins explosifs improvisés ont augmenté de 40%, atteignant 28 cas. Les violences contre les humanitaires ont conduit à l'enlèvement de 9 travailleurs dans les régions de Ségou et Gao. Pour éviter les routes les plus dangereuses, certaines équipes empruntent des itinéraires alternatifs, parfois avec des conséquences tragiques. À Douentza, 2 agents huma-

nitaires ont perdu la vie dans le chavirement d'une pinasse sur le fleuve Niger, un accident reflétant les risques auxquels sont confrontées les équipes lorsqu'elles contournent les zones d'insécurité. Les restrictions de mouvement imposées par l'insécurité limitent aussi la capacité des équipes humanitaires à effectuer des évaluations rapides des besoins, un élément pourtant essentiel pour ajuster les réponses dans un environnement en constante évolution. Dans certaines localités, comme à Léré, dans la région de Tombouctou, l'accès humanitaire est entièrement bloqué. Depuis le 27 octobre, selon OCHA, des acteurs armés empêchent toute entrée ou sortie, limitant les interventions aux seules organisations encore présentes. Les blocages aggravent les conditions de vie des populations, déjà confrontées à une pénurie de produits essentiels. Les vols humanitaires ne sont pas épargnés. En septembre, les difficultés d'approvisionnement en carburant ont perturbé plusieurs rotations, affectant 236 passagers et près de 900 kg de cargaison vers Kidal, Ménaka et Ansongo. Malgré la réhabilitation de la piste de Ménaka en octobre, les contraintes persistent, compromettant l'acheminement des médicaments, kits nutritionnels et intrants vitaux. Plusieurs organisations rappellent qu'un accès humanitaire fiable dépend d'une disponibilité minimale de carburant, condition indispensable au fonctionnement des flottes de véhicules, des générateurs et des systèmes de communication déployés dans les zones reculées. Selon plusieurs observateurs, si la crise du carburant perdure, l'impact cumulatif de ses effets pourrait aggraver durablement les conditions de vie de milliers de personnes dépendantes de l'aide dans des zones éloignées et sous forte pression sécuritaire. ■

3 QUESTIONS À



SIDIKI TRAORÉ

Secrétaire permanent de la coordination régionale des ONG de Sikasso

1 En quoi la crise du carburant impacte-t-elle les opérations humanitaires dans votre région ?

La crise impacte fortement nos actions sur le terrain, car la plupart d'entre elles s'effectuent dans les cercles, pas uniquement dans la ville de Sikasso. Il est très difficile d'obtenir du carburant dans ces cercles, comme Loulouni, Kignan, Lobougoula, etc. Le seul carburant que l'on trouve est celui vendu sur le marché noir, où le litre coûte entre 2 000 FCFA et 3 000 FCFA.

2 Quelles sont les conséquences sur les populations bénéficiaires ?

Les conséquences sont visibles sur les activités génératrices de revenus qui se déroulent sur le terrain, et dont nous ne pouvons plus suivre la mise en œuvre. L'appui technique que nous apportons aux assistants et aux bénéficiaires est également impacté. En outre, la crise a accentué les effets de l'insécurité que les populations subissaient déjà.

3 Avez-vous mis en place des stratégies d'adaptation pour maintenir un niveau minimal d'activités ?

Nous faisons confiance à nos équipes sur le terrain. Nous profitons des occasions rares pour communiquer, par exemple sur les foires hebdomadaires pour envoyer des documents. Nous faisons des visites ponctuelles pour essayer de faire bouger les lignes. Cependant, pour certaines localités, ces actions sont à l'arrêt, car il faut beaucoup de carburant pour y accéder. Avoir du carburant supplémentaire peut vous exposer à des risques.

CRISE DU CARBURANT : MSF EN PREMIÈRE LIGNE D'UN SYSTÈME DE SANTÉ SOUS TENSION

La pénurie de carburant, provoquée par les blocages et attaques visant les convois d'importation depuis plusieurs semaines, fragilise l'accès aux soins et contraint les activités de Médecins Sans Frontières (MSF) dans plusieurs régions du Mali.



Les activités de MSF sont entravées par la pénurie.

Dans un communiqué de presse publié le 25 novembre 2025, l'ONG alerte sur une dégradation progressive de ses capacités opérationnelles et sur un impact direct pour les patients, notamment les plus vulnérables. Pour MSF, dont les opérations médicales

dépendent d'une logistique exigeante et d'une alimentation électrique stable, les répercussions sont déjà mesurables et préoccupantes. À Bamako, la pénurie a érodé l'accès des patientes aux consultations oncologiques du projet mené à l'Hôpital universitaire du Point G.

MOHAMED KENOVI

MSF, engagée aux côtés des autorités sanitaires dans la prise en charge du cancer, a observé une baisse de 15 % des consultations chez les femmes atteintes de cancers du sein et du col de l'utérus. Cette baisse est attribuée, au moins en partie, aux difficultés et au coût croissant des déplacements. Dans le même temps, la pression exercée sur les importations internationales de fournitures médicales a amplifié la demande en intrants, réduisant la disponibilité des traitements essentiels et ralentissant leur administration. Dans le cercle de Niono, où les stations-service sont presque à sec, MSF affirme puiser dans

ses propres réserves stratégiques pour maintenir l'alimentation de plusieurs Centres de santé communautaires ainsi que le Centre de santé de référence (CSREF) de Niono. Pour sécuriser les services critiques, MSF a installé un système solaire offrant 10 heures d'électricité quotidiennes au bloc opératoire, à la pédiatrie, au laboratoire et à la néonatalogie. Un générateur d'appoint couvre désormais la maternité et plusieurs CSCom ont également été équipés en solaire pour limiter leur dépendance aux combustibles fossiles. Les transferts sanitaires ne sont pas épargnés. MSF continue d'assurer les évacuations d'urgence via les ambulances qu'elle soutient, mais les structures de santé, publiques ou non partenaires, recourent davantage à des véhicules de location. ■

CRISE DU CARBURANT AU MALI : UN IMPACT HUMAINITAIRE MAJEUR

La pénurie de carburant qui touche le Mali depuis plusieurs semaines perturbe les opérations humanitaires, fragilise l'accès aux services essentiels et accentue la vulnérabilité de millions de personnes à travers le pays.

1 POPULATION AFFECTÉE ET BESOINS HUMAINITAIRES

6,4 millions de personnes, soit 27,7% de la population, ont besoin d'une assistance humanitaire.

402 600 personnes déplacées internes (IDPs) à travers le pays.

Environ **220 000 réfugiés et demandeurs d'asile**, majoritairement originaires du Burkina Faso et du Niger.

2 ACCÈS HUMAINITAIRE ET OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN

Asphyxie logistique : les mouvements de convois humanitaires sont fortement réduits en raison du manque de carburant.

Vols humanitaires restreints, réduisant l'accès aux zones isolées et compromettant les évacuations médicales urgentes.

51 incidents d'accès humanitaire enregistrés en octobre 2025, soit une augmentation de 13% par rapport à septembre.

Difficulté d'acheminer la nourriture, les médicaments, l'eau potable et les équipements essentiels.

3 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (IPC/CH - NOVEMBRE 2025)

1,5 million de personnes en insécurité alimentaire aiguë (Phase 3+ : crise et pire).

60 000 personnes en urgence (IPC Phase 4).

2 000 à 3 000 personnes en Phase 5 (Catastrophe), localisées dans des zones très difficiles d'accès.

La pénurie de carburant perturbe **l'irrigation, les récoltes mécanisées et le transport des produits agricoles**.

Les marchés constatent une **réduction de l'offre en produits frais, une hausse des prix et un renforcement de l'inflation alimentaire**.

4 EFFETS SUR LES SERVICES ESSENTIELS

Eau et assainissement
Les stations de pompage fonctionnant au gasoil tournent **au ralenti**.

Risques de rupture d'approvisionnement pour les écoles, centres de santé et localités rurales.

Santé
Menaces sur la chaîne du froid (Vaccins, insuline, produits sanguins).

Limitations dans les évacuations médicales et le fonctionnement des centres de santé dépendant de générateurs.

Éducation
Difficultés de transport des enseignants et des élèves.

Source : OCHA, UNHCR, FEWS NET, Cadre Harmonisé, Clusters humanitaires (WASH, Santé, Sécurité alimentaire).

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°553 du 27 novembre au 3 décembre 2025

Journal du Mali



Du nouveau chez Sahel Infusion CAFÉ GINGEMBRE made in Mali



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62
www.sahelinfusion.com

UN AN À LA PRIMATURE : BILAN NUANCÉ POUR ABDOULAYE MAÏGA

Un an après sa nomination, Abdoulaye Maïga dirige la Primature avec un style axé sur la discipline et l'action de terrain. Cette année a été marquée par des réformes en cours et par la gestion de tensions énergétiques et politiques persistantes.

MASSIRÉ DIOP

Nommé Premier ministre le 21 novembre 2024, Abdoulaye Maïga avait déjà occupé cette fonction par intérim du 21 août au 5 décembre 2022, durant l'indisponibilité médicale de Choguel Maïga. Cette première expérience a contribué à sa connaissance du poste et à la continuité administrative observée lors de sa prise de fonction officielle. Sa première année s'articule autour du Programme d'Action du Gouvernement 2025 - 2026 (PAG), adopté par le Conseil national de transition (CNT) le 19 mai 2025. Ce document s'appuie sur huit missions prioritaires définies par le Président de la Transition : défense et sécurité, réformes institutionnelles, gouvernance et lutte contre la corruption, relance économique, amélioration des services sociaux de base, cohésion sociale, diplomatie et organisation d'élections transparentes. En



Le Premier ministre **Abdoulaye Maïga** (en blanc), lors de sa prise de service le 22 novembre 2024.

infrastructures, l'énergie et la santé. La Primature indique avoir consacré une part importante de son fonds de souveraineté aux actions sociales. Le Premier ministre a multiplié les missions dans les régions pour suivre des projets et échanger avec les populations. Cette présence régulière sur le terrain contraste avec le style plus politique de son prédécesseur et s'inscrit dans une approche administrative et alignée sur les orientations présidentielles.

connu des pénuries de carburant, des rationnements et une hausse des prix, touchant les transports, la chaîne du froid, les petites industries et le quotidien des ménages.

Hausse du coût de la vie Par ailleurs, le coût de la vie constitue un autre point sensible. La combinaison des difficultés logistiques, des tensions sur l'énergie, de l'inflation régionale et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement exerce une pression notable sur les ménages. Plusieurs mesures de soutien ont été annoncées, mais la situation économique continue d'être un défi majeur. Selon l'analyste Moulaye Sidibé, la présence régulière du Premier ministre dans les régions n'a pas compensé l'effet des difficultés énergétiques, qui « altèrent fortement la perception de l'action publique ». La juriste Fatoumata Konaté souligne que les réformes engagées en 2025 ont profondément reconfiguré le paysage politique. Pour le politologue Amadou Sabaly, ce style de gouvernance, fondé sur l'exécution, reste fortement contraint par le contexte économique et sécuritaire. Sur le plan institutionnel, la dissolution des partis et associations politiques en mai 2025, ainsi que l'abrogation de la charte qui les régissait, a recentré l'action publique autour des institutions de la Transition. Les autorités invoquent l'ordre public, tandis que la mesure

EN BREF

AES : LE 2E SOMMET PRÉVU DU 22 AU 23 DÉCEMBRE

AES : Le 2e sommet prévu du 22 au 23 décembre

Réunis le 26 novembre 2025 à Ouagadougou, les ministres des Affaires étrangères de la Confédération des États du Sahel ont enclenché la préparation de la 2e session du Collège des chefs d'État, prévue à Bamako les 22 et 23 décembre 2025. La rencontre, présidée par le Malien Abdoulaye Diop, a rassemblé Karimoko Jean Marie Traoré pour le Burkina Faso et Bakary Yaou Sangaré pour le Niger, après des travaux préalables des hauts fonctionnaires des trois piliers défense-sécurité, diplomatie et développement. Les ministres ont salué les avancées depuis le sommet de Niamey du 6 juillet 2024, notamment la coordination contre le terrorisme, et ont examiné des projets d'instruments juridiques destinés à consolider l'espace confédéral. Ils ont aussi dénoncé le « terrorisme médiatique » visant l'AES, exprimé leur solidarité avec le Mali et salué la résilience des populations. Un relevé de conclusions a été adopté et la réunion s'est conclue par une audience du président burkinabè Ibrahim Traoré.

réduit le pluralisme organisé. Dans un paysage politique désormais dépourvu de partis et sans échéances électorales annoncées, la suite du mandat d'Abdoulaye Maïga s'inscrit dans une dynamique où l'Exécutif occupe seul le terrain. Les prochains mois seront marqués par plusieurs chantiers sensibles, notamment la poursuite des réformes institutionnelles, la gestion de la crise énergétique, les tensions sécuritaires, ainsi que les dossiers diplomatiques ouverts au sein de la Confédération des États du Sahel. Autant d'enjeux qui détermineront la capacité du Premier ministre à consolider l'action gouvernementale dans un contexte où l'espace politique, économique et sécuritaire est sous forte pression. ■

L'action publique s'organise autour d'un Exécutif qui occupe seul le terrain.

matière de suivi, les données communiquées pour le premier semestre 2025 mentionnent 57 activités réalisées, 57 en cours et 18 non exécutées. Sur le plan sécuritaire, les forces nationales, appuyées par l'Alliance des États du Sahel (AES), ont annoncé la sécurisation de plusieurs axes et la neutralisation de nombreux combattants. Malgré ces opérations, certaines zones du pays demeurent exposées à des incidents récurrents, avec des effets sur l'approvisionnement, les transports et certaines activités économiques. Par ailleurs, l'Exécutif met en avant une dynamique axée sur la souveraineté économique, avec la révision du cadre minier, des discussions avec les sociétés aurifères et des investissements annoncés dans les

Des tensions L'adoption de la Charte nationale pour la Paix et la Réconciliation nationale, le 30 juillet 2025, constitue un autre jalon du mandat. Le texte fixe un cadre de référence pour les politiques relatives à la paix, la cohésion, la réconciliation et l'unité nationale. Sa mise en œuvre opérationnelle se poursuit dans plusieurs départements sectoriels, avec des initiatives à différents niveaux territoriaux. Cette première année a aussi été marquée par de fortes difficultés. Depuis juillet 2025, Bamako et plusieurs localités subissent de longues coupures d'électricité, EDM-SA ayant réduit l'activité de certaines centrales faute de carburant, avec des fournitures limitées à environ six heures par jour. Le pays a également



ABDRAMANE COULIBALY

« La violence numérique prend de l'ampleur »

À l'occasion des 16 jours d'activisme contre les Violences faites aux femmes, ONU Femmes Mali alerte sur la montée des violences numériques. Dans cet entretien, Abdramane Coulibaly, Chargé du programme Violences basées sur le genre (VBG), détaille l'ampleur du phénomène et les réponses prévues.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Pourquoi les violences numériques contre les femmes et les filles deviennent-elles si préoccupantes au Mali ?

Merci pour l'intérêt porté à la thématique. Les constats et les données dont nous disposons montrent que la violence en ligne prend de l'ampleur. C'est ce qui rend la problématique inquiétante et appelle chaque acteur – gouvernement, société civile, médias – à s'impliquer davantage. La lutte exige l'unisson si nous voulons réellement mettre fin à cette pratique dégradante.

Pouvez-vous donner des exemples concrets de violences numériques ?

L'un des exemples les plus fréquents est la diffamation en ligne. Accuser quelqu'un dans un live d'appartenir à un réseau de prostitution en est un cas typique. La personne n'a pas la possibilité de se défendre et même si elle le faisait, est-ce qu'on la croirait ? Il y a

aussi les insultes, les attaques visant la famille et la dignité. Ce sont des violences psychologiques et émotionnelles qui transitent par l'usage des réseaux et d'Internet.

Quelles sont les conséquences qui vous inquiètent le plus ?

Le mépris de soi peut aller très loin. Cela peut conduire au suicide, à une faible estime de soi, à un traumatisme profond, au repli ou à la perte de confiance. Au pire des cas, oui, cela peut mener au suicide.

Comment mobiliser les étudiants et influenceurs, souvent très exposés ?

Nous travaillons à travers des renforcements de capacités pour qu'ils comprennent l'ampleur et les conséquences de ces actes. Beaucoup pensent que la violence se limite à un visage ensanglanté : or la violence psychologique et émotionnelle est tout aussi destructrice. Nous les outillons pour qu'ils deviennent eux-mêmes des porte-paroles auprès des jeunes, grâce aux formations et aux campagnes digitales menées avec blogueurs, influenceurs et médias.

Qu'en est-il de l'accompagnement des survivantes ?

Le Système des Nations Unies appuie les efforts du gouvernement. Il existe des dispositifs comme les One Stop Centres et d'autres centres de prise en charge holistique. À travers ces réseaux, nous orientons les survivantes pour qu'elles retrouvent une vie normale après le traumatisme.

Durant ces 16 jours d'activisme, que prévoit ONU Femmes ?

En collaboration avec le ministère de la Promotion de la Femme et l'ensemble des partenaires, ONU Femmes mènera des renforcements de capacités et des campagnes avec blogueurs, jeunes filles du domaine du numérique, leaders traditionnels et religieux. D'autres acteurs organiseront des marches ou activités sportives pour manifester leur engagement. ■

SIAMA 2025 : UNE ÉDITION TOURNÉE VERS L'AVENIR

Du 27 novembre au 7 décembre 2025 se déroulera la 5ème édition du Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA) au Parc des Expositions de Bamako. Ce rendez-vous incontournable du savoir-faire des artisans se tiendra dans le cadre de l'année 2025, déclarée année de la Culture, pour souligner le lien indissociable entre artisanat et culture et assurer une promotion pérenne de la compétence des créateurs.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Organisé par l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali (APCMM), le SIAMA 2025 se tient sur le thème « Artisanat, facteur de développement et de sauvegarde de notre identité culturelle ». Un écho à l'année de la Culture et une invitation à maintenir le lien avec le savoir-faire local, socle du développement. Cette année, le salon accueillera une dizaine de pays, dont le Burkina Faso et le Niger, désignés pays invités d'honneur et le Maroc, invité spécial. Le SIAMA est un « espace d'innovation et de créativité », mais aussi une « célébration de l'unité nationale et de l'identité malienne », estime le ministre en charge de l'Artisanat et de la Culture.

Soutien à l'économie Le salon est un espace unique pour les artisans pour proposer leur savoir-faire et encourager la consommation des produits locaux. Cadre de partage entre les artisans du Mali et de l'espace AES notamment, le salon se veut également avoir une dimension régionale, parce qu'il « s'agit d'un salon

Pays invités :

10

Contribution de l'artisanat au PIB :

Environ 10%



Le SIAMA ambitionne de dynamiser l'artisanat malien.

véritablement panafricain », ajoute le ministre de la Culture. Au-delà de son aspect économique, le SIAMA sera une vitrine de la culture malienne. Il sera ponctué par des panels, conférences, défilés de mode, animations artistiques et même circuits touristiques. Contribuant à plus de 10% au PIB, l'artisanat emploie une partie importante de la population, avec une diversité de produits, de la poterie à la sculpture en passant par la fabrication de textiles, dont le bogolan. Le secteur fait cependant face à de nom-

breux défis. Avec plus de 170 métiers répertoriés, l'artisanat est aussi l'un des principaux employeurs, avec environ 40% de la population active qui travaille dans le secteur et qui dépend directement des revenus générés par les activités de production, de réparation et de transformation. Malgré cette importance, le secteur continue à faire face à de nombreux défis, comme « une fiscalité inadaptée », l'absence d'espace de production, un difficile accès au financement ou encore l'accès à la formation technique et professionnelle, qui reste un challenge. ■

EN BREF

AFRIQUE DE L'OUEST : HAUSSE DE 14% DES EXPORTATIONS DU NIGERIA

Le Nigeria est l'un des principaux acteurs des échanges commerciaux dans la région ouest-africaine. Il dépend fortement de ses voisins pour l'exportation de ses produits. Au premier semestre 2025, les échanges du Nigeria avec le reste de l'Afrique ont atteint 4,82 trillions de nairas, soit environ 3,3 milliards de dollars. Ce montant représente une hausse de 14% par rapport à la même période en 2024. L'Afrique de l'Ouest reste le premier débouché économique du Nigeria sur le continent. La CEDEAO a absorbé 2,995 trillions de nairas, représentant 62% du total des exportations du Nigeria vers l'Afrique, avec une évolution annuelle de 16%. Le premier produit acheté par cette zone est le carburant, pour près de 298 milliards de nairas. Au plan global, les exportations nigérianes vers le continent représentent 10%, faisant de l'Afrique le 4ème client du pays, après l'Europe, l'Asie et les Amériques. Ces données ne remettent cependant pas en cause les efforts du pays pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale (ZLECAF). Parmi ces efforts, on note la mise en place de concessions tarifaires et l'ouverture en mai 2025 d'un corridor pour le fret aérien vers l'Afrique de l'Est, ce qui devrait faire baisser les frais d'exportation vers cette partie du continent de 50 à 75%. ■

Économie malienne Une reprise conditionnée en 2026

Le Fonds monétaire international (FMI) a conclu le premier examen du Programme de suivi par les services, adopté en mars 2025 pour accompagner le Mali durant 11 mois, dans un contexte économique et sécuritaire sous tension. Malgré les multiples chocs subis par l'économie, la mise en œuvre des réformes reste solide. La mission du FMI a été conduite virtuellement du 10 au 21 novembre 2025. L'an-

née 2025 a été particulièrement difficile pour l'économie malienne. Les perturbations dans l'approvisionnement du pays en carburant, dues à la situation sécuritaire, ont impacté la mobilité et touché plusieurs secteurs d'activité. À cela s'ajoutent la baisse de la production d'or, les coupures d'électricité qui affectent l'activité économique, ainsi qu'une croissance des besoins humanitaires. Le FMI prévoit désormais une

croissance de 4,1% en 2025, contre une prévision de 5% dans la dernière édition des Perspectives économiques régionales, mais l'inflation devrait rester en dessous de 3%. Ce rythme de croissance est inférieur à celui des années précédentes en raison de la faiblesse de la demande interne et du tissu productif et des risques pesant sur certains secteurs clés. Cependant, une possible reprise est envisagée en 2026,

sous certaines conditions, selon le FMI. La reprise de la production aurifère et une amélioration attendue de la situation sécuritaire pourraient y contribuer. Le PIB pourrait croître de 5,5%, tandis que l'inflation serait limitée à 2,5%. Toutefois, l'institution prévient que ces résultats pourraient être compromis en cas de dégradation de la situation. ■

AGRICULTURE ET ÉLEVAGE: SECTEUR STRATÉGIQUE ET VULNÉRABLE

L'agriculture et l'élevage représentent environ 40 % du PIB du Mali et occupent 80 % de la population active. Cependant, le potentiel agricole reste encore sous-exploité et vulnérable. Voici un aperçu du secteur à travers quelques données. Ces chiffres seront publiés dans l'émission Entreprendre sur TM1 diffusée le 2 décembre 2025.



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00
www.afribone.com



EAU POTABLE : L'URGENCE DE RÉFORMES PROFONDES

L'accès à l'eau potable reste un défi majeur au Mali. Malgré certains progrès, l'objectif d'un accès universel d'ici 2030 apparaît difficile à atteindre. Au-delà des investissements nécessaires, le secteur exige des réformes structurelles. C'est dans cette perspective que le Centre d'Études et de Réflexion au Mali (CERM), en partenariat avec la Friedrich Ebert Stiftung (FES), a engagé une réflexion approfondie pour identifier des solutions durables.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Plusieurs quartiers de la capitale connaissent des pénuries récurrentes d'eau potable.

Réunis autour du thème « Comment assurer au mieux l'accès de tous à l'eau potable au Mali ? », le CERM et la FES ont organisé un colloque, les 7 et 8 novembre 2025, en présence d'une quarantaine d'acteurs du secteur. L'état des lieux présenté a permis de mettre en évidence les principaux obstacles et de formuler des recommandations pour progresser vers la cible 6.1 des Objectifs de développement durable (ODD), qui vise un accès universel et équitable à l'eau potable d'ici 2030. Des résultats exposés par le Pr Amadou Hama Maïga, membre de l'Académie des sciences du Mali, il ressort qu'au niveau national le taux d'accès à l'eau potable est passé de 64% en 2004 à 65,2% en 2015, à la fin des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), pour une cible nationale fixée à 82%. En 2024, ce taux était estimé à 72%,

67% en milieu rural et 83% en milieu urbain. Ces chiffres restent toutefois des estimations théoriques fondées sur les anciens critères des OMD, alors que les ODD exigent un accès effectif tenant compte de la qualité, de la proximité, de la régularité, de l'équité, de l'universalité et de la gestion.



En 2024, le taux d'accès à l'eau potable était estimé à 72%, 67% en milieu rural et 83% en milieu urbain.

Ils ne renseignent pas non plus sur la situation des populations vulnérables : personnes déplacées, réfugiés, ménages pauvres, entre autres. Par ailleurs, en milieu rural, près de 39% des pompes à motricité humaine (PMH) étaient en panne en 2024, en raison du vieillissement des équipements et/ou de l'absence de maintenance locale.

placer l'eau potable parmi les priorités nationales », ainsi que des « mécanismes de mobilisation des ressources financières ». Ces leviers sont indispensables pour conduire une réforme permettant de clarifier les responsabilités et d'améliorer la redevabilité des acteurs du secteur, souligne le rapport. ■

EN BREF

MPOX : UN CAS DÉTÉCTÉ AU MALI

Dans une note datée du 21 novembre 2025, le Directeur général de la Santé et de l'Hygiène publique informe de la découverte d'un premier cas de maladie Mpx, ou variole simienne. Il rappelle qu'il s'agit d'une maladie virale contagieuse et invite les responsables sanitaires à prendre les mesures adéquates. Dans une note adressée aux Directeurs régionaux de la Santé, le Directeur général informe qu'un cas de la maladie Mpx a été détecté dans le District sanitaire de Kangaba, aire de santé de Kourémalé, dans la région de Koulikoro, « cette semaine (47ème semaine de 2025) ». Par conséquent, les autorités sanitaires sont invitées à prendre certaines mesures, parmi lesquelles le renforcement de la surveillance épidémiologique, la notification immédiate de cas éventuels et les dispositions pour l'isolement des cas présumés. Ces responsables sont par ailleurs invités à sensibiliser la population sur les mesures préventives, les manifestations de la maladie ainsi que les modes de transmission. La note indique que le cas détecté n'a pas été suivi de décès, mais rappelle la gravité de cette affection contagieuse. Selon cette note, le taux de létalité de la maladie peut atteindre 10%. Survenant principalement dans les forêts tropicales d'Afrique de l'Ouest et du Centre, son principal réservoir animal reste inconnu, mais la maladie a été détectée chez divers mammifères, notamment les rongeurs et les singes. Les mesures de prévention dans les régions endémiques mettent l'accent sur l'importance d'éviter les contacts directs avec les animaux, en particulier les espèces sauvages. ■

UA - UE : UN PARTENARIAT IMPORTANT POUR UN CONTINENT DISPUTÉ

Le dernier sommet UA - UE de Luanda (Angola) a rappelé l'importance d'un partenariat qui tente de se réinventer après plusieurs années de silence. Dans un continent où la concurrence stratégique s'intensifie, l'Europe tente de défendre sa place face à des acteurs de plus en plus nombreux.

MASSIRÉ DIOP



Ouverture du sommet UA-UE à Luanda, le 24 novembre 2025.

Près de quatre ans après leur dernière rencontre, l'Union africaine et l'Union européenne se sont retrouvées à Luanda les 24 et 25 novembre 2025. La reprise du dialogue a mis en évidence les transformations d'un continent désormais au cœur de rivalités géopolitiques, tandis que la déclaration finale a souligné l'importance de relancer une coopération essentielle au moment où l'Afrique affirme ses priorités en matière de souveraineté économique, d'industrialisation et de sécurité. Pourtant, l'Europe est un partenaire majeur, avec près de 355 milliards d'euros d'échanges commerciaux en 2024 et plus de 100 milliards d'euros de flux de services

enregistrés en 2023. Mais sa part relative dans le commerce africain s'est contractée pour atteindre environ 26,8%, contre près de 50% dans les années 1990. Ce recul intervient alors que d'autres puissances ont augmenté leur présence. Ainsi, la Chine a consolidé sa première place, avec environ 260 milliards d'euros d'échanges en 2024 et des investissements qui se sont multipliés dans les infrastructures et l'énergie. De son côté, la Turquie a porté ses flux commerciaux à près de 40 milliards de dollars et élargi son réseau diplomatique sur l'ensemble du continent. Pour sa part, la Russie s'est implantée davantage sur le terrain sécuritaire, via des accords mili-

taires et des partenariats opérationnels. Dans ce paysage concurrentiel, l'Europe cherche à redéfinir son approche. C'est dans ce cadre que le programme Global Gateway a été mis en avant comme l'un des principaux leviers pour soutenir la transition énergétique, renforcer le numérique, moderniser les transports et améliorer les capacités sanitaires, avec l'objectif d'étendre l'accès à l'électricité propre à 100 millions de personnes d'ici 2030. Les discussions ont aussi porté sur les minéraux critiques, dont l'Afrique détient une part essentielle et dont dépend l'industrie européenne, ainsi que sur les réformes liées à la dette, aux financements climatiques et à la gouvernance mondiale. La question migratoire, les opérations africaines de paix et la transformation des économies à travers la ZLECAf ont complété les priorités affichées. Les prochains mois diront si ces engagements pourront se traduire en résultats tangibles, dans un contexte où l'Afrique voit sa marge de manœuvre s'élargir et son rôle stratégique s'affirmer dans un monde en recomposition. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

PESTICIDES : UN NOUVEAU SIGNAL D'ALARME POUR LA BIODIVERSITÉ

Plusieurs études récentes confirment l'ampleur de l'impact des pesticides sur la biodiversité, avec un déclin particulièrement marqué des insectes et des oiseaux. Les néonicotinoïdes, largement employés dans l'agriculture intensive, affectent le système nerveux des pollinisateurs et persistent longtemps dans les sols. Selon une vaste étude européenne, les insectes volants ont diminué de près de 75% en 30 ans, entraînant un recul des espèces qui en dépendent. Bird Life note également une baisse d'environ 30% des oiseaux des milieux agricoles depuis les années 1990, conséquence directe de la raréfaction de la ressource alimentaire. Des traces de pesticides interdits, comme le DDT, restent détectables plusieurs décennies après leur abandon, illustrant la persistance de ces molécules dans l'environnement. Les agences scientifiques observent les mêmes tendances en Afrique, où l'usage de produits chimiques augmente sans toujours être correctement encadré. Les organismes internationaux appellent à renforcer les pratiques agricoles alternatives afin de freiner cette érosion continue et d'éviter un effondrement plus large des écosystèmes. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

CRISE DU CARBURANT : BLA TOUJOURS À SEC

Alors que la pénurie du carburant qui sévit depuis près de deux mois, connaît une amélioration à Bamako et dans plusieurs régions, la situation dans la ville de Bla, dans la région de Ségou, reste alarmante. Les cinq stations-services de la ville sont à sec depuis presque deux mois, témoigne le secrétaire général de l'Union des Radios et Télévisions Libres (URTEL) de Bla. Depuis le début de la crise, la ville n'a pas été ravitaillée. C'est grâce à l'implication d'un ressortissant qui a acheté une citerne en partance pour une autre localité que la ville a été desservie. Et depuis, faute d'un ravitaillement conséquent, c'est le marché noir qui prospère avec le prix de l'essence qui oscille entre 3 500 FCFA et 4 000 FCFA. Une situation difficile pour les habitants de la ville, dont la majorité ne peut s'offrir le produit à ce coût. ■

Guinée-Bissau Le Général Horta N'Tam investi à la tête d'une transition d'un an

La Guinée-Bissau est entrée dans une nouvelle ère d'instabilité cette semaine après l'interruption du processus électoral par un coup de force militaire. Le mercredi 26 novembre 2025, au lendemain de la présidentielle contestée du 23 novembre, le « Haut commandement militaire pour la restauration de l'ordre » a pris le contrôle du pays, annonçant la suspension de la Constitution. Le président sortant Umaro Sissoco Embaló, qui revendiquait la victoire face à son rival Fernando Dias da Costa, a été arrêté au palais présidentiel en même temps que des hauts responsables comme le ministre de l'Intérieur Botché Candé. Les leaders politiques Fernando Dias da Costa et Domingos Simões Pereira ont été conduits

sous contrôle militaire.

La CEDEAO a réagi en condamnant immédiatement le putsch « sans équivoque », dénonçant une grave violation de l'ordre constitutionnel. Néanmoins, l'armée est passée à la phase de transition. Le général Horta N'Tam, chef d'état-major de l'armée de Terre, a été investi le jeudi 27 novembre comme « président de la transition » et du Haut Commandement militaire, pour une période d'un an. Dans la foulée, les nouvelles autorités ont annoncé la réouverture immédiate des frontières, initialement fermées. La situation reste volatile dans le pays. ■

COMPÉTITIONS CAF : LE STADE MALIEN POUR CONFIRMER, LE DJOLIBA AC POUR SE RELANCER

Les deux clubs emblématiques de Bamako retrouvent la scène continentale ce week-end. Le Stade Malien reçoit Simba SC en Ligue des Champions, tandis qu'en Coupe CAF le Djoliba AC, en déplacement en Côte d'Ivoire, affronte le FC San Pedro.

MOHAMED KENOVI



Le Stade malien et le Djoliba AC retrouvent la scène continentale ce weekend.

Ce dimanche 30 novembre, au Stade du 26-Mars, les Blancs de Bamako tenteront de confirmer leur bonne forme en Ligue des Champions CAF face à un Simba SC revanchard, dernier du groupe D et déterminé à se replacer. Pour le coach Mauril Mesack Njoya, le

message est sans équivoque : « après avoir obtenu un résultat positif en Tunisie, face à notre public qui nous attend, nous n'avons pas droit à l'erreur. Nous allons donner le meilleur de nous-mêmes pour empocher les 3 points de la victoire ». À des milliers de kilomètres, le Djo-

liba AC fera face à une autre réalité en Coupe CAF. Battus lors de leur première sortie, les Rouges de Bamako jouent déjà leur avenir dans la poule A, face au FC San Pedro en Côte d'Ivoire. Le coach Boudo Mory mise sur un autre registre pour provoquer le déclic continental. « Nous continuons de travailler sur la finition, car c'est ce qui nous fait défaut. L'équipe de San Pedro est une équipe joueuse, contre laquelle il faudra mettre de l'impact et de l'intensité. Je pense que si nous arrivons à faire cela nous pourrions avoir gain de cause », affirme-t-il.

Fortunes diverses Avant ces deux rendez-vous, les deux équipes ont connu des fortunes diverses lors de la 1ère journée des compétitions CAF. Le 22 novembre dernier, le Stade Malien a livré une performance de caractère en accrochant l'Espérance sportive de Tunis 0-0 à l'extérieur. Un point précieux, acquis dans un décor hostile, qui le place 3ème du groupe D avec 1 point, à égalité avec l'Espérance de Tunis. De son côté, en Coupe CAF le 23 novembre dernier au Stade du 26-Mars, le Djoliba AC a concédé une courte mais douloureuse défaite 0-1 face à l'OC Safi. Ce revers le place à la 3ème place de la poule A, avec 0 point, derrière l'OC Safi et l'USM Alger, co-leaders avec 3 points chacun. Le FC San Pedro, également à 0 point, partage la zone rouge avec le Djoliba AC avant leur duel. ■

Coupe du Monde U17 2025 Place à la grande finale

La grande finale de la Coupe du Monde U17 2025 se joue ce jeudi 27 novembre 2025 entre le Portugal et l'Autriche. Une affiche inédite, qui promet du spectacle entre deux pays jusque-là invincibles dans la compétition. Après des demi-finales à suspense, ils vont s'affronter pour un titre mondial jamais conquis. Le Portugal a validé son ticket pour cette finale en éliminant le Brésil aux tirs au but (6-5), après un match nul 0-0 à l'issue du temps réglementaire. De leur côté, les jeunes Autrichiens se sont imposés en demi-finale face aux jeunes Italiens sur le score de 2-0. Le Portugal, champion d'Europe en titre, aura l'occasion de marquer l'histoire en réalisant un doublé Euro - Coupe du monde, tandis que l'Autriche, véritable révélation du tournoi, a l'opportunité de décrocher son tout premier titre mondial. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

À 38 ans, **Lionel Messi** continue d'écrire l'histoire du football. Lors de la large victoire de l'Inter Miami contre Cincinnati en finale de la Conférence Est, le 23 novembre dernier, l'Argentin a marqué un but et délivré trois passes décisives. Il devient ainsi, aux côtés de Ferenc Puskás, le meilleur passeur de l'histoire du football avec 404 passes décisives en carrière.

Fernando Gaviria, le cycliste colombien de 31 ans, a été condamné mardi 25 novembre à deux mois de prison avec sursis pour conduite en état d'ivresse dans la Principauté où il réside. Les faits remontent au 22 octobre dernier, lorsqu'il a été interpellé en plein jour pour conduite dangereuse, avec 2,4 grammes d'alcool dans le sang.

6ÈME ÉDITION DU FESTIVAL LES PRATICABLES : BAMAKO COURA FAIT CORPS AVEC L'ART VIVANT

Du 4 au 14 décembre, Bamako Coura sera le cœur battant d'un festival où l'art contemporain, les gestes du quotidien et la participation citoyenne se mêleront dans un dialogue profond avec le quartier. Cette 6ème édition affirme une identité culturelle ouverte sur le monde, tout en célébrant la dignité et l'énergie créatrice de ses habitants.

MASSIRÉ DIOP



Le festival Les Praticables se prépare activement

Né dans les rues, les toits et les cours familiales, Les Praticables est devenu l'un des rendez-vous les plus singuliers de la scène artistique malienne. Porté depuis 2017 par Kuma Sô Théâtre et Lamine Diarra, il s'inscrit dans la lignée des festivals de quartiers populaires africains, du KinAct de Kinshasa au Festival sur le Niger de Ségou. Pour cette édition, il investit plus largement encore Bamako Coura, un quartier his-

torique situé entre les anciennes artères du fleuve Niger et la jeunesse urbaine. L'édition 2025 réunit 42 artistes maliens et plus de 45 artistes étrangers, venus du Congo, du Sénégal, du Cameroun, du Togo, de Genève et d'autres scènes africaines et européennes. Au total, 31 spectacles et performances prendront forme dans l'espace public, du théâtre aux installations visuelles en passant par la danse contemporaine. Pour Lamine Diarra, l'un

des principaux défis était de maintenir la présence des artistes étrangers. Il affirme que « le soutien sans faille de nos amis invités et leur volonté de contribuer à la réussite du festival 2025 ont fait que la plupart sont présents et que le défi a été relevé ». Le festival réaffirme sa vocation citoyenne à travers des projets participatifs, l'accueil des artistes par les familles et les défilés ouverts au quartier. « Bamako Coura est notre territoire et principal champ d'action... Nous souhaitons renforcer encore notre lien avec la population », souligne son promoteur. Deux débats publics, un grin de lecture et une performance culinaire menée avec les femmes du quartier prolongeront cet ancrage. Parmi les moments phares, Habib Dembélé, « Guimba National », présentera Diori Fali, tandis que le chorégraphe Zora Snake dévoilera L'Opéra du Villageois, dialogue chorégraphique sur la mémoire et les pratiques culturelles. La jeunesse du quartier occupera aussi la scène avec un spectacle de rap dédié à ses aspirations et à ses luttes. Soutenu par le ministère de la Culture, la Coopération suisse, l'Ambassade des Pays-Bas et la fondation DOEN, le festival attend plus de 10 000 spectateurs et porte une ambition forte : faire de Bamako Coura une référence africaine du « vivre ensemble » par l'art et transmettre, selon Lamine Diarra, « la grande dignité d'un quartier populaire et l'immense énergie positive qu'il déploie ». ■

INFO PEOPLE

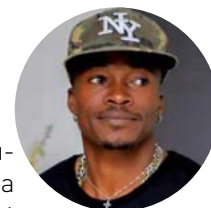
YOUNG BG COMMUNIE AVEC SES FANS

Le rappeur malien Young BG, de son vrai nom Boubacar Diallo, prépare un concert très attendu ce 29 novembre 2025 à la Place du Cinquantenaire de Bamako. Porté par une communauté jeune et particulièrement active sur les réseaux sociaux, l'artiste multiplie les succès depuis 2023, notamment avec ses titres devenus viraux sur TikTok et YouTube. Son équipe annonce une scénographie renforcée, des collaborations surprises et un dispositif de sécurité élargi pour accueillir les milliers de fans prévus. Ce rendez-vous s'inscrit dans la dynamique ascendante de la nouvelle génération du rap malien, dont Young BG est aujourd'hui l'un des visages les plus visibles. Le concert est présenté comme un moment de retrouvailles fortes entre l'artiste et son public.



DEBORDO CONDAMNÉ AVEC SURSIS

À Abidjan, le tribunal du Plateau a rendu son verdict dans l'affaire opposant Debordo Lee-kunfa à l'artiste Kerozen et à d'autres. Lors de l'audience du 25 novembre 2025, Debordo a reconnu ne disposer d'aucune preuve pour étayer ses accusations, notamment celles affirmant que son collègue détenait des armes à son domicile. Il a présenté des excuses publiques, acceptées par Kerozen, mais le Parquet a poursuivi la procédure. Le juge l'a finalement condamné à 12 mois de prison avec sursis et à une amende de 5 millions de francs CFA pour propos diffamatoires. Cette décision marque une étape importante dans un dossier qui a animé la scène ivoirienne ces derniers mois et rappelle les limites légales des conflits entre artistes.



Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

